



La foule de manifestant-es de la CGT sur le cours de Vincennes se rendant au meeting, à Paris, France le 12 février 1934

FRONT POPULAIRE, ANTIFASCISME ET RÉVOLUTION : 3 LEÇONS

Ce que l'on appellera ici la période du Front populaire a commencé en 1934 par un mouvement antifasciste populaire et de masse. Elle a apporté des leçons cruciales pour toutes celles et ceux qui se posent la question de l'articulation entre lutte contre le fascisme et contre le capitalisme.

Début 1934, en France, l'ambiance n'est pas à gauche ! Il y a un million de chômeur-euses et plus de 50% des travailleur-euses ont des horaires réduits. Aucun gouvernement n'arrive à obtenir une majorité stable. Le mouvement social est déprimé. Les grèves sont à un niveau historiquement bas et généralement battus. Les syndicats sont divisés et faibles. Deux CGT, l'une liée au parti socialiste et l'autre au parti communiste, se font la guerre et rassemblent à elles deux seulement 750 000 membres¹. L'extrême droite est à l'offensive. Plusieurs « ligues », violemment nationalistes et racistes, parfois ouvertement fascistes, ont des dizaines de milliers de membres avec des formations paramilitaires de milliers de membres.

En Allemagne Hitler est chancelier depuis un an. En quelques mois il a détruit le mouvement ouvrier le plus puissant du monde, syndicats comme partis, communiste et social-démocrate. Ces organisations ont été détruites sans combat, victimes de leur sectarisme mutuel. Paradoxalement cela va servir d'alerte en France.

Le printemps des comités antifascistes

Apparaissant comme une tentative de coup de force fasciste, une manifestation des ligues le 6 février 1934 à Paris déclenche une riposte de masse.

Des manifestations éclatent dès les jours suivants. Dès le 7 février, à Lyon des contre-manifestant-es dirigés par le secrétaire départemental de la CGT dégagent les fascistes qui se rassemblent chaque jour sur la Place Bellecour. Le 8 février les dockers de Concarneau refusent de décharger un bateau allemand qui porte un pavillon nazi tandis qu'à Brest un meeting d'urgence réunit 2500 participant-es ! Le 9 février une manifestation communiste fait 6 morts à Paris dans des affrontements avec la police. Et le lundi 12 février, la France est paralysée par 5 millions de grévistes et des manifestations dans 346 villes.

C'est une lame de fond. Des comités locaux sont créés dans tout le pays. Daniel Guérin évoque 3000 comités². Les historien-nes parlent aujourd'hui d'un « printemps des comités³ ».

Ces comités sont des initiatives locales, généralement unitaires, d'où la diversité des noms : comités de vigilance, comités de lutte contre le fascisme, comités de défense républicaine... Au Havre il y a des comités dans les quartiers ouvriers et marins et dans les villes de la banlieue ainsi que des comités d'usine et de chantier. À l'été 1934 ces comités organisent plus de 3000 personnes. Dans le Finistère des comités apparaissent à Carhaix, Brest, Morlaix, Elliant, Pont-l'Abbé, Concarneau, Lesconil et Quimper. Dans d'autres communes, ce sont les comités de défense laïque qui en font état comme à Moëlan-sur-Mer, Riec-sur-Belon, Quimperlé ou Rosporden.

Partout, les comités barrent, par tous les moyens, la route aux fascistes. Ils remplissent, avant eux, leurs salles de meeting comme à Givors. Ou bien ils bloquent la salle comme à Grenoble où 3000 manifestant-es montent même des barricades. Dans les départements ruraux les contre-manifestations mobilisent toute la région. Les affrontements sont parfois violents. En septembre 1934 dans le 20e arrondissement de Paris un jeune militant socialiste est tué dans un rassemblement pour interdire une réunion des Jeunesses patriotes.

Mais d'autres moyens sont aussi utilisés. La Fédération socialiste du Rhône publie les noms et adresses des commerçants Croix-de-feu. Des meetings massifs, conférences, fêtes populaires se tiennent. Fin août 1934, dans le Finistère, 2000 personnes assistent à un meeting à Pont-l'Abbé !

Les dockers de Concarneau refusent de décharger un bateau allemand qui porte un pavillon nazi

Défaite des fascistes

Le mouvement ne met pas fin aux ligues. Mais il limite leur audience et la circonscrit à une partie de ces couches sociales qui constituent le noyau du fascisme : petite bourgeoisie traditionnelle, classes moyennes, fonctionnaires de police et de l'armée...

Pour prétendre accéder au pouvoir le fascisme doit élargir cette base sociale. Du côté de la classe ouvrière et du côté de la classe dirigeante. Le mouvement des comités fait obstacle à cet élargissement des deux côtés.

Il réveille le mouvement ouvrier et suscite une effervescence qui fait renaître la gauche sur tout le territoire ! Pour la classe dirigeante, les ligues ne sont – au moins temporairement – pas un recours mais un problème, pas un facteur d'ordre mais un facteur de désordre.

Et les craintes de la classe dirigeante sont fondées. Le réveil du mouvement ouvrier ne se cantonne pas à la lutte antifasciste.

Gérard Noiriel⁴ indique qu'« à partir de 1934, dans la plupart des bassins miniers, la mobilisation retrouve une ampleur inconnue depuis 1920 ». À

Saint-Nazaire en 1935 la ville est bloquée par les militant-es de la CGT pour s'opposer à l'arrêt de la construction d'un navire. Au début de 1936, 4500 ouvriers grévistes organisent un comité de résistance qui mobilise l'ensemble de la population locale.

À Rennes en juillet 1935 près de 2000 personnes se réunissent à la Maison du peuple puis partent en cortège, brisent les cordons de police aux cris de « Tant pis s'il y a du sang ! ». Début août des grèves insurrectionnelles éclatent à partir des arsenaux à Brest et Toulon. Trois ouvriers sont tués dans les affrontements.

À La Mure, dans le Dauphiné, début 1936, une grève des mineurs est soutenue par la population, commerçants, paysans, anciens combattants. Les couches

sociales attirées par le fascisme se tournent vers la classe ouvrière...

Voilà la première leçon de cette période du Front populaire : ce ne sont pas les luttes sociales qui font mécaniquement reculer le fascisme, c'est la lutte contre le fascisme qui dynamise les luttes sociales.

L'explosion de mai-juin

La victoire de la gauche aux législatives le 3 mai 1936 est le signal qui fait exploser ce qui grandissait depuis février 1934 : les patrons vont payer. Alors, sans même attendre la nomination du gouvernement un mouvement de grèves et d'occupations d'usines démarre comme une vague qui n'arrête pas de monter.

En quelques semaines, 2 à 3 millions de travailleur-euses vont se mettre en grève dans 12 000 entreprises dont 9000 seront occupées ! Quand une occupation s'arrête parce que les revendications ont été gagnées, c'est pour s'étendre à la voisine. Et la première s'y remet alors pour de nouvelles revendications.



Manifestation à Brest lors des journées d'émeutes d'août 1935

Ce sont les patrons qui demandent au gouvernement une rencontre avec les syndicats pour endiguer le mouvement. C'est ainsi que sont signés les accords de Matignon le 8 juin tandis que le gouvernement s'engage à accorder par la loi ce qui ne relève pas des accords. Ce qui est présenté comme « les acquis du Front populaire » sont le fruit du mouvement et non du gouvernement : congés payés, augmentations de salaires, semaine de 40H, conventions collectives, droits syndicaux....

Le réveil du mouvement ouvrier ne se cantonne pas à la lutte antifasciste

Mais le mouvement s'étend encore à la suite de ces accords ! Le bâtiment s'en mêle, les dockers entrent en lutte. Le 10 juin « les employé-es de pharmacie, les coiffeur-ses, les boulanger-es, les ouvriers et ouvrières du bois, de la confection, de la maroquinerie, les garçons bouchers, les laveur-ses de voitures, les concierges, les lads d'écurie, les représentant-es d'aspirateur cessent le travail. A Paris même le Lido est en grève : le personnel occupe le cabaret⁵. »

C'est la deuxième leçon de la période du Front populaire : l'anticapitalisme n'est pas un préalable à l'action antifasciste de masse, c'est l'action antifasciste de masse qui ouvre à une radicalisation anticapitaliste.

Un processus révolutionnaire

Nous avons choisi ici de décrire le Front populaire comme période plutôt que comme politique (celle des partis de gauche, celle du gouvernement). C'est sous cet angle que l'on peut comprendre la radicalisation de masse à partir de la riposte antifasciste.

C'est aussi sous cet angle que l'on peut comprendre le développement du mouvement de grèves et d'occupations en mai et juin, la combinaison entre revendications très spécifiques à un lieu de travail et revendications globales. La révolutionnaire polonaise Rosa Luxemburg avait décrit ce phénomène à partir de la révolution russe de 1905. Dans ce processus qu'elle dénommait « grève de masse » elle mettait en lumière comment la classe ouvrière pouvait faire « classe » et devenir révolutionnaire.

Cette période en est une illustration. Au cœur de la phase des comités se trouvaient les secteurs de la classe ouvrière les plus organisés. Une étude a montré la corrélation entre l'ampleur de la riposte du 12 février 1934 et l'implantation syndicale⁶. Dans les villages ruraux, le développement des comités a été l'œuvre du syndicat des instituteurs. Ce sont les militant-es, les syndicalistes révolutionnaires, les communistes, les membres de la gauche du parti socialiste qui ont été moteurs.

Puis la lutte antifasciste a fécondé le terrain pour la multiplication des conflits sur des bases économiques.

Et cette combativité retrouvée a éveillé à la lutte les secteurs les moins organisés. En mai-juin 1936 nous avons l'image inversée de 1934. Ce sont les secteurs les moins syndiqués (métallurgie, chimie, textile, le commerce...) qui sont à la pointe du combat. Ce sont aussi ceux où le syndicat se développe le plus. La CGT passe de 1 million de membres juste avant mai 1936 à plus de 4 millions !

Les secteurs mobilisés en 1934 ne font pas grève en juin : liés aux partis qui gagnent les élections ils

et elles se reposent alors sur le gouvernement. Sur la durée, le processus brasse toute la classe ouvrière, dans toute sa diversité et ses différents secteurs, la politise et l'organise. La possibilité de la révolution

comme émancipation des travailleur-euses par elles-mêmes et eux-mêmes apparaît alors. Car il ne s'agit

pas seulement de mise en action. Il s'agit aussi de conscience et d'organisation. De la conscience antifasciste à la conscience de classe : en quelques mois c'est le parti communiste, perçu largement comme révolutionnaire, qui explose : de 50 000 membres à plus de 200 000 !

Après l'été 1936, puis en 1937 et 1938, les grèves reprennent, se multiplient, même si ce n'est pas la vague de juin. Cette fois, les secteurs non mobilisés en juin sont concernés, pour imposer l'application des acquis, puis empêcher qu'ils soient repris, puis se battre contre les mesures des gouvernements de plus en plus à droite qui se succèdent. C'est cette fois l'expérience des illusions réformistes et de la trahison des directions qui ouvre la possibilité d'une conscience révolutionnaire à une échelle de masse.

La 3ème leçon

En tant que politique, le Front populaire va détruire le mouvement antifasciste. Dès l'automne 1934, sous l'influence des partis les comités antifascistes deviennent des comités du Front populaire. Il reviendra à l'État d'interdire les organisations fascistes. En juin 1936, le gouvernement dissout effectivement ce qui reste des ligues. Les Croix-de-feu se transforment en Parti social français qui avec la démoralisation engendrée par le Front populaire va devenir à partir de 1938 le plus grand parti de masse français (1 million de membres !).

Le 17 mars 1937 c'est la police du Front populaire qui fait tirer sur les antifascistes tentant d'empêcher une réunion du PSF à Clichy !

Le parti communiste avait, avant 1934, défendu l'idée qu'il fallait être anticapitaliste pour lutter contre le fascisme. En Allemagne les nazis avaient détruit le parti communiste. Adoptant la politique du Front populaire, le parti communiste avait ensuite dit qu'il fallait d'abord stabiliser la démocratie bourgeoise pour faire obstacle au fascisme. En France, le parlement du Front populaire finira par interdire le parti communiste puis voter les pleins pouvoirs à Pétain sans riposte d'une classe ouvrière démoralisée.

La troisième leçon de la période du Front populaire est que pour obtenir une victoire définitive sur le fascisme un combat doit être mené au sein même du mouvement, dès ses premières étapes, pour construire une alternative révolutionnaire.

DENIS GODARD (PARIS 20^e)

- 1 - A titre de comparaison, aujourd'hui il y a plus de 2 millions de syndiqué-es en France.
- 2 - Daniel Guérin, Front populaire Révolution manquée
- 3 - Gilles Vergnon, L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen
- 4 - Gérard Noiriel, Les ouvriers dans la société française
- 5 - Ludvine Bantigny, La Bourse ou la vie
- 6 - Antoine Prost, Autour du Front populaire